

UN MONDE PLUS AFRICAIN!

TRIBUNE. CONFRONTÉE À UNE PROGRESSION DÉMOGRAPHIQUE VERTIGINEUSE, L'ÉCONOMIE AFRICAINE PEINE À CRÉER MASSIVEMENT LES EMPLOIS NÉCESSAIRES POUR RÉPONDRE AUX ATTENTES DE CETTE JEUNESSE

PUBLIÉ LE 12 JANVIER 2026 À 15:30 - MAJ 12 JANVIER 2026 À 16:53
PASCAL LAMY, LAILA MACHARIA ET JEAN-CHRISTOPHE BAS



Hoima est la capitale du district éponyme. Elle est située à 200 kilomètres et quatre heures de route à l'ouest de la capitale de l'Ouganda, Kampala. - Robin Letellier/SIPA/Robin Letellier/SIPA

« Le monde devient plus africain », c'est avec ce titre un brin provocant que le New York Times a ouvert l'année dernière une série d'articles consacrée à l'Afrique. Les chiffres et les perspectives, il est vrai, sont édifiants : en 1950, le continent africain représentait à peine 8 % de la population mondiale ; un siècle plus tard, un quart de l'humanité vivra en Afrique.

Dans le même temps, d'ici à 2025, la population européenne devrait se réduire de 20 %. L'âge médian en Afrique est de 19 ans ; en Inde 28, en Chine et aux États-Unis 38 et en Europe de 42 ans. En 2030, un jeune sur deux qui entrera sur le marché mondial du travail sera africain. D'ici 2050, l'Afrique aura plus de 800 millions de personnes en âge de travailler.

C'est dans ce contexte que vient de se tenir à la Fondation Mérieux (Annecy) la seizième Conférence Europe-Afrique de l'Institut Aspen France autour de cette question centrale : comment relever le défi de l'emploi des jeunes en Afrique ?

Confrontée à une progression démographique vertigineuse, l'économie africaine peine à créer massivement les emplois nécessaires pour répondre aux attentes de cette jeunesse. Six millions de jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, alors que seulement 500 000 emplois formels sont créés.

On le sait, l'Europe et l'Afrique ne sont séparés que par 8 miles nautiques (soit 14,5 kilomètres). Les deux continents ont un destin lié par leur histoire bien sûr, mais plus encore aujourd'hui par leur proximité. Lors du récent sommet UE-Union Africaine, qui s'est tenu à Luanda (Angola) en novembre dernier, les dirigeants européens et africains ont resserré leurs liens face à la pression migratoire. Avec un constat partagé : cela passera par une stratégie renforcée en matière de développement économique.

L'Afrique manque toujours d'électricité!

Dans son récent ouvrage *Ce qu'attend l'Afrique* (Editions de l'Aube), Benoit Chervelier, ancien haut fonctionnaire à la Banque africaine de développement et enseignant à l'Essec a rappelé quelques données macroéconomiques concernant le continent africain : « au niveau économique, le poids des 54 pays du continent s'est élevé en 2024 à environ 3 000 milliards de dollars, représentant près de 3,3% du PIB mondial. A titre de comparaison, le PIB des Etats-Unis dépasse les 25 000 milliards de dollars et ceux de l'UE et de la Chine oscillent autour de 18 000 milliards de dollars ».

Handicap majeur pour l'industrialisation de l'Afrique, 40% de la population du continent n'a pas accès à l'électricité, et aujourd'hui l'Afrique sub-saharienne a une capacité de production d'électricité inférieure à la France!

Les discussions autour de la table d'Aspen conduisent à cinq conclusions majeures pour relever le défi de l'emploi des jeunes en Afrique :

Les institutions et infrastructures publiques sont le socle de l'emploi: les entreprises créent des emplois, mais ces derniers ne peuvent prospérer que si les institutions publiques garantissent stabilité, clarté des règles et confiance, le tout soutenu par des infrastructures fiables.

Les systèmes éducatifs doivent évoluer de pair avec le marché du travail: la politique des compétences doit passer d'un modèle axé sur l'offre à un écosystème axé sur la demande, privilégiant l'employabilité et établissant des parcours structurés entre l'école et l'emploi.

La création d'emplois à grande échelle exige des écosystèmes systémiques: les emplois productifs émergent de systèmes intégrés combinant infrastructures, financement, compétences et accès au marché. Les pôles industriels, les chaînes de valeur agroalimentaires et les centres d'innovation numérique illustrent comment ce modèle peut être déployé à plus grande échelle.

L'agriculture demeure le premier employeur d'Afrique – employant plus de la moitié de la population active – mais contribue à moins d'un cinquième du PIB. La création d'emplois dans l'agriculture ne réside pas dans l'agriculture de subsistance, mais dans le développement des chaînes de valeur – reliant la production, la transformation, la logistique et l'accès aux marchés, multipliant ainsi les emplois à chaque étape.

L'accès aux financements demeure le principal obstacle pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent environ 90 % des entreprises privées et plus de 60 % de l'emploi dans la plupart des pays africains. Les exigences en matière de garanties, les taux d'intérêt élevés et la perception d'un risque accru limitent l'octroi de crédits. L'expansion du crédit requiert des instruments de partage des risques plutôt que de nouvelles subventions.

Développer les perspectives offertes par l'économie numérique africaine et l'essor de l'intelligence artificielle (IA). La numérisation remodèle déjà les marchés du travail africains, mais ses bénéfices restent inégaux selon les pays, les villes et les genres. Selon la Société financière internationale, la transformation numérique du continent pourrait générer environ 180 milliards de dollars, soit environ 6 % du PIB, d'ici 2030.

Ces recommandations pourront nourrir utilement les échanges du prochain Sommet France-Afrique qui se tiendra en mai prochain à Nairobi.

- Pascal Lamy, Président Conférence Europe-Afrique, Institut Aspen France; ancien Directeur général de l'OMC
- Laila Macharia, Co-Présidente de la 16e Conférence Europe-Afrique; Présidente, Aspen initiative for Africa
- Jean-Christophe Bas, Vice-Président, Institut Aspen France, Président du comité préparatoire à la Conférence Europe-Afrique.